

ENTERPRISE BANK RELATIONSHIP: ISLAMIC FINANCE AND THE FINANCIAL FAILURE OF COMPANIES IN MAURITANIA

Dr. Moulaye Abdel Kader MOULAYE ISMAIL¹

University of Nouakchott, Mauritania

Abstract

Building a strong business-bank relationship involves clear communication, transparency about your company's financial needs, and understanding the services offered by the bank. Regularly review and update your financial strategy with your bank to ensure it aligns with your business goals. Islamic finance in Mauritania operates in compliance with Sharia principles, avoiding interest-based transactions. While it can provide ethical financial solutions, business failure can still occur due to various factors such as economic instability, mismanagement, or external market conditions. Evaluating risks, adhering to Islamic financial principles, and implementing sound business practices are crucial to mitigate the potential for failure.

Financial failure can result from a variety of factors, including poor financial management, excessive debt, economic downturns, or inadequate market research. It's essential for businesses to maintain financial discipline, regularly assess their financial health, and adapt strategies to changing circumstances to minimize the risk of financial failure. Seeking professional advice, managing cash flow effectively, and maintaining transparency in financial reporting are key practices to safeguard against financial setbacks.

This research addresses the bank-business relationship by emphasizing the role of Islamic finance in the fight against business failure. The outline of our article is as follows:

- 1) A literature review on microfinance and its role in financing SMEs and also its role in the fight against unemployment among young graduates. It will be a literature that sweeps from the regional context to an international context.
- 2) Identification of research hypotheses and development of a questionnaire
- 3) Analysis of quantitative data using SPSS software and validation of hypotheses. Proposal for a modeling for the relationship between microfinance and the fight against youth unemployment in Mauritania.
- 4) Discussions of scientific results and recommendations for future research avenues.

Key words: Enterprise Bank, Islamic Finance, the financial failure of companies in Mauritania.

 <http://dx.doi.org/10.47832/2717-8293.28.12>

¹  moulaye.abdelkader@gmail.com

RELATION BANQUE ENTERPRISE: LA FINANCE ISLAMIQUE ET LA DÉFAILLANCE FINANCIÈRE DES ENTREPRISES EN MAURITANIE

Moulaye Abdel Kader MOULAYE ISMAIL

Résumé:

La relation entre une banque et une entreprise est généralement axée sur la fourniture de services financiers tels que des comptes, des prêts, des lignes de crédit et d'autres produits bancaires. Les entreprises utilisent les services bancaires pour gérer leurs finances, effectuer des transactions, obtenir du financement et accéder à des services liés aux paiements. La qualité de cette relation dépend de la confiance mutuelle, de la transparence et de la compréhension des besoins financiers spécifiques de l'entreprise.

La finance islamique en Mauritanie est en croissance, avec des institutions offrant des produits conformes à la Charia. Cependant, la défaillance des entreprises peut résulter de divers facteurs tels que la gestion inefficace, les fluctuations économiques ou les défis structurels. Les principes de la finance islamique visent à promouvoir la responsabilité sociale et la transparence, mais la stabilité des entreprises dépend de multiples éléments du contexte économique et managérial.

La défaillance financière d'une entreprise se produit lorsque celle-ci ne peut pas respecter ses obligations financières, telles que le remboursement de dettes ou le paiement des coûts d'exploitation. Plusieurs facteurs peuvent contribuer à la défaillance financière, notamment une mauvaise gestion, des dettes excessives, des problèmes économiques ou une concurrence intense. La finance islamique vise à éviter des pratiques contraires à la Charia, mais même dans ce contexte, les entreprises peuvent faire face à des difficultés financières pour diverses raisons.

cette recherche traite la relation banque-entreprise en mettant l'accentuation sur le rôle de la finance islamique dans la lutte contre la défaillance des entreprises. Le plan de notre article est le suivant :

- 1) Une revue de littérature sur la microfinance et son rôle dans le financement des PME et également son rôle dans la lutte contre le chômage des jeunes diplômés. Il s'agira d'une littérature qui balaye le contexte régional vers un contexte international.
- 2) Identification des hypothèses de recherche et élaboration d'un questionnaire
- 3) Analyse des données quantitatives par le logiciel SPSS et validation des hypothèses. Proposition d'une modélisation pour la relation entre la microfinance et la lutte contre le chômage des jeunes en Mauritanie.
- 4) Discussions des résultats scientifiques et recommandations pour les voies de recherches à venir..

Mots-clés: Banque Entreprise, La Finance Islamique, Défaillance Financière Des Entreprises En Mauritanie.

Introduction

Les banques sont des acteurs majeurs des économies contemporaines. Partenaires habituels des entreprises et des particuliers et intervenant quotidiennement sur le marché des capitaux, elles sont constamment confrontées à la prise de décision en avenir risqué. En tant que firmes, elles présentent des spécificités qui nécessitent et justifient l'existence de techniques, d'outils d'analyse et de gestion qui leur sont propres. La banque occupe une place centrale dans le système économique ; elle est considérée comme une entreprise dont l'activité principale consiste à recevoir l'épargne en dépôt et à accorder des crédits. Elle fait l'office d'intermédiaire entre les épargnants (agents à capacité de financement) et les preneurs de crédit (agents à besoin de financement). En outre, elle fournit aussi d'autres services financiers: exécution de paiement, gestion de fortune, conversion de monnaie.... Elle se présente comme l'un des principaux garants de la solidité et de la compétitivité de l'économie d'un pays. En effet, son rôle d'intermédiation entre les différents opérateurs quels qu'ils soient (entreprises ou particuliers) est de garantir d'une manière optimale et efficace leur liquidité, de sorte à assurer la pérennité et la croissance. L'environnement bancaire est devenu instable et très vulnérable face aux différentes fluctuations de la sphère monétaire. Face à ces différentes perturbations, les banques sont de plus en plus menacées par une diversité de risque car toute activité commerciale ou industrielle implique un risque. En effet, la banque, de part ses activités, supportent naturellement des risques et ces derniers sont de natures microéconomiques et macroéconomiques. Ainsi, l'entreprise et la banque sont deux centraux de l'environnement économique dont le destin est intimement lié. L'entreprise depuis sa création et au cours de son développement a besoin de ressources financières externes. En effet quelle que soit sa taille, l'entreprise ne peut pas se contenter de ses ressources propres pour satisfaire continuellement tous ses besoins de financement. De ce fait, elle devrait recourir aux ressources externes à savoir le marché financier et les banques. Dans une économie d'endettement telle que l'économie mauritanienne, cela est d'autant plus valable d'où la place primordiale de la banque dans le financement des entreprises mauritaniennes.

Plan de l'article:

1) Une revue de littérature sur la microfinance et son rôle dans le financement des PME et également son rôle dans la lutte contre le chômage des jeunes diplômés. Il s'agira d'une littérature qui balaye le contexte régional vers un contexte international.

2) Identification des hypothèses de recherche et élaboration d'un questionnaire

3) Analyse des données quantitatives par le logiciel SPSS et validation des hypothèses. Proposition d'une modélisation pour la relation entre la microfinance et la lutte contre le chômage des jeunes en Mauritanie.

4) Discussions des résultats scientifiques et recommandations pour les voies de recherches à venir.

1. Cadre théorique:

1.1 Définition d'une entreprise:

D'un point de vue économique: une entreprise est définie comme "une structure Économique et sociale, alliant humain, matériel, immatériel (service) et Financière, mis en place de manière organisée pour Compétitif (marché) ou non compétitif (monopole). Avec un objectif de rentabilité.

Selon l'Insee: « L'entreprise est la plus petite combinaison d'unité légale qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes »

D'après ces définitions nous pouvons dire que toute entreprise présente les caractères suivants:

- C'est une organisation: répartition des tâches, hiérarchie...
- Une finalité économique: pour satisfaire les besoins des marchés, elle crée une richesse sociale. Elle devient alors une organisation économique.
- Une autonomie de décision: elle n'a en général qu'un seul centre de décision, cela permet une meilleure cohérence. Mais, elle n'exclut pas la possibilité d'organiser une certaine décentralisation.

1.2 Définition d'une entreprise en difficulté:

Le concept d'entreprise en difficulté suppose que l'entreprise a cessé ses activités de manière harmonieuse. Interrompra la continuité de son fonctionnement ou Cela peut arriver. Par conséquent, l'entreprise n'est pas encore en attente de paiement. Il se caractérise par l'incapacité de rembourser les passifs courants en raison des actifs disponibles.

La défaillance est principalement un événement économique sans mesures, ou causé par les difficultés économiques et financières de l'entreprise. Mais c'est aussi légal tant que la loi stipule les normes et les réglementations strictes concernant la situation de l'entreprise après la cessation du paiement.

Certains auteurs tentent de définir l'entreprise en considérant les difficultés de deux enjeux: le premier est de clarifier le sens de la notion d'entreprise en difficulté, quant à la deuxième est de déterminer le moment à partir duquel on considère qu'une entreprise est en difficulté. Ceci s'est avéré relativement difficile du fait que chaque entreprise constitue en elle-même un cas particulier parmi plusieurs autres.

Jean Brilman retenu dans son livre Dynamique du redressement d'entreprise une définition assez étendue: « L'entreprise en difficulté n'est pas seulement une entreprise qui, rencontrant ou prévoyant des difficultés, prend des mesures immédiates afin de ne pas connaître d'ennuis financiers. Ces entreprises se caractérisent par une faible rentabilité, un

volume d'activité en baisse, une dégradation du climat social voire des grèves ; elles traversent aussi, pour nombre d'entre elles, une conjoncture difficile ».

De plus, la notion d'entreprise en difficulté ne renvoie pas nécessairement aux difficultés financières qui reflètent également différentes manières de gérer les événements commerciaux que les entreprises peuvent rencontrer. Il contient une idée de base: la prévention.

Une entreprise en difficulté est une entreprise qui n'a pas atteint ses objectifs économiques:

- Objectif de rentabilité: c'est la capacité à rémunérer ses moyens financiers investis permettant d'évaluer sa performance globale.

- Objectif de liquidité: c'est la couverture des dépenses et besoin de trésorerie sans recourir aux financements externes.

1.3 Niveaux de la défaillance des entreprises:

La défaillance est un événement économique causé par des difficultés Économique et financier, mais aussi juridique:

1.3.1 La défaillance économique:

Au sens économique, les défaillances d'entreprises, quelle que soit leur ampleur, présentent les caractéristiques suivantes: La situation de l'entreprise s'est détériorée dans les domaines suivants:

Valeur ajoutée: Selon Quintart (2001), « Valeur ajoutée positive représente la quantité de production restante par rapport à la consommation intermédiaire ».

La valeur ajoutée représente le niveau de performance produit par les facteurs de production de l'entreprise. En cas de panne, ce dernier utilisera plus de ressources que le réel produit.

Performance: d'après Crucifix et Derni (1992), « Une entreprise est rentable lorsqu'elle peut rémunérer les moyens financiers investis ».

Ooghe et Van Wymeersch (1986) ajoutent que «la défaillance est une condition qui caractérise la situation financière de l'entreprise inférieure à celle du principal concurrent. ». Pour Koeing (1985), la rentabilité globale d'une entreprise permet d'évaluer sa performance globale. Situation économique: Bescos (1987) définit une PME en difficulté comme une entreprise confrontée à un environnement économique inadéquat, cette situation étant le résultat de mauvaises conditions économiques, de performances en baisse et d'une faible qualité d'entreprise.

Liou et Smith (2007) estiment que la situation économique difficile peut conduire à une baisse du chiffre d'affaires et que le prix de vente de l'entreprise est incompatible avec le marché, ce qui rend difficile la réalisation de bénéfices. Altman (1984) et Johnson (1974),

affirment que le taux de faillite s'accroît pendant les périodes de récession et se réduit pendant les périodes d'expansion.

Selon Zopounidis (1995), la défaillance économique signifie un manque de rentabilité.

L'efficacité des équipements de production, la détérioration des relations entreprise-produit marché et l'incapacité des entreprises à réduire les problèmes sociaux tels que le chômage. Par conséquent, lorsqu'une entreprise ne peut plus atteindre ses objectifs économiques, elle est considérée comme en situation de défaillance économique. En conséquence, il supporte plus de charge qu'il n'en génère, ce qui entraîne une accumulation de pertes au fil du temps. Gresse (1994) estime que cette valeur ajoutée négative est la dernière étape de défaillance économique.

1.3.2 La défaillance financière:

Financièrement parlant, la défaillance survient lorsque l'opération ne peut être gérée passivement sur les actifs disponibles (Malécot, 1991). Selon Casta & Zerbib (1979), il s'agit d'une situation de détresse financière, où une entreprise débitrice en difficulté financière n'arrive plus à honorer ses engagements. Parallèlement, Wruck (1990) définit la détresse financière comme une situation où les flux de trésorerie sont insuffisants pour payer la dette actuelle.

Selon Baldwin et Scott (1983), lorsque la situation d'une entreprise se détériore au point de ne plus pouvoir répondre à ses contraintes financières en rencontrant des problèmes de trésorerie, l'entreprise échoue.

Altman (2006) a affirmé qu'un capital suffisant est une condition indispensable au développement des entreprises. Cela est généralement difficile pour les petites moyennes entreprises.

Par conséquent, le capital initial, le fonds de roulement net est insuffisant, les coûts financiers et salariaux, associés à d'importants besoins d'investissement, Habituellement, la dégradation des entités économiques.

A travers l'analyse de ces différents aspects de l'échec, on constate que ses facteurs d'influence sont divers et dépendent de la méthode utilisée. Nous mettons principalement l'accent sur les méthodes financières et comptables, qui accordent plus d'attention aux indicateurs financiers et comptables, tels que la liquidité (Jones & Hensher, 2004 ; Lin, 2009 and Refait, 2004), ; Lin, 2009 and Refait, 2004), la rentabilité (Mossman, Bell, Swartz, & Turtle, 1998 ; Tirapat & Nittayagasetwat, 1999), les cash-flows et la solvabilité (Aziz, Emanuel, & Lawson, 1988 ; Gentry, Newblod, & Whiteford, 1985), etc.

Au fil du temps, leur détérioration peut amener l'entreprise Faillite.

De même, Opler et Titman (1994) estiment que la dette est un facteur qui cause de détresse financière.

Les difficultés financières peuvent mettre en danger la survie de l'entreprise. Finet (2001) a ajouté que l'attribution de dette est causée par les difficultés de l'entreprise, qui est devenue un facteur qui affaiblit sa performance opérationnelle.

Par conséquent, plus une entreprise a de dettes, plus ses difficultés financières sont grandes et donc ses chances de survie sont compromises, en particulier lorsque sa rentabilité est insuffisante, ce qui menacera les opérations de l'entreprise car elle ne pourra plus restituer des fonds propres aux prix courants du marché. Dans ce cas, comme l'entreprise ne peut pas être payée, il ne sera pas si facile d'obtenir de nouveaux fonds propres. Ensuite, elle devra demander une nouvelle ligne Crédit pour assurer la poursuite de ses activités. S'appuyer sur des fonds externes entraînera des coûts financiers supplémentaires, ce qui l'aggrave plus de ses performances financières.

Logiquement, le défaut étant le résultat d'un capital insuffisant et d'un recouvrement excessif des créances, il existe une relation de cause à effet entre le taux d'endettement et la faillite de l'entreprise. Tant que le bénéfice avant impôts excède les intérêts du prêt, la société ne fera pas faillite.

Par conséquent, les conditions de crédit sont également une variable importante, de sorte que la hausse des taux d'intérêt et / ou la contraction des lignes de crédit augmente encore la probabilité de défaut. Altman (1983) a constaté que tant que l'entreprise peut Crédit, déclarez rarement faillite.

1.3.3 La défaillance juridique:

Rupture de contrat conformément à la loi lorsque l'entreprise est en état de suspension Paiement, ce qui signifie qu'il ne peut plus rembourser la dette Disponible. Dans ce cas, l'entreprise concernée procédures de réorganisation judiciaire pouvant conduire à une liquidation judiciaire. L'ouverture de la procédure de liquidation dépend du moment de l'intervention judiciaire: Soit celle-ci a été retardée et l'entreprise n'a plus suffisamment d'actifs pour remplir ses obligations, auquel cas la liquidation est requise ; soit plus tôt, le processus de restauration peut être ici simplifié.

2. Méthodologie du travail

Le sujet utilise une approche multidisciplinaire (juridique, économique, financière), Notre méthodologie se révélera descriptive et analytique.

La recherche bibliographique et la recherche documentaire nous permettent de trouver toute documentation liée à l'entreprise en difficulté et à la stratégie de reprise.

2.1 La validité de l'échantillon

La validité externe dépend essentiellement de la représentativité de l'échantillon et donc du mode de sélection des participants à la recherche, tandis que la validité interne correspond à la façon dont la recherche répond à ses propres objectifs.

Par exemple, dans le cas d'un échantillon d'étudiants, nous pouvons dire que la validité interne est assurée, mais que la validité externe des résultats n'est pas validée.

Selon Peterson, la majorité des études marketing, pendant une longue période, s'est contentée d'échantillons constitués uniquement d'étudiants.

Il ajoute que le pourcentage des recherches publiées ayant comme support un échantillon constitué d'étudiants a augmenté progressivement pour passer de 23 % à 89 %.

Plusieurs chercheurs ont critiqué le peu de progrès effectués depuis les années 70 sur la question du choix de l'échantillon dans le domaine du comportement du consommateur.

Or, selon lui, toute recherche à un temps t de départ et un temps t + 1 qui marque la fin de l'étude et de ce fait aucune recherche ne représente exhaustivement le marché réel.

En France, le dernier congrès de l'A.F.M., qui s'est déroulé au mois de mai 2012 à Brest, a conclu, dans les recommandations aux chercheurs, que les échantillons des étudiants ne sont pas considérés comme étant fiables, faute de validité externe des résultats. Il est donc conseillé aux chercheurs qui veulent publier dans la revue R.A.M., par exemple, de bien choisir l'échantillon de la recherche, pour une validité tant interne qu'externe des résultats.

Nous avons pris en compte ce conseil lors du choix des candidats qui allaient constituer l'échantillon, de façon à nous assurer la plus grande validité interne et externe pour notre recherche. Ainsi, les étudiants ne représentent que 30 % de l'échantillon.

2.2 Echantillons de l'étude:

Par souci de secret de la confidentialité des informations nous nous sommes par amenés de vous dire de quelle banque on parle.

Tablea1: Nature de banque

	Crédit islamique ou conventionnel ?	le crédit par entreprise ?	le dépôt Entreprises ?	Des Chiffre d'affaires des entreprises ?	Impayés entreprises	Des
N	Valide	1055	1055	1055	1055	
	Manquante	0	0	0	0	

Nous avons un échantillon de 1055 entreprises ont tous des crédits et des dépôts.

La plupart de ses entreprises ont des chiffres d'affaires et des impayés.

Tableau2: Tableau de Fréquence crédit islamique ou conventionnel

		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Islamique	523	49,6	49,6	49,6
	Conventionnelle	532	50,4	50,4	100,0
	Total	1055	100,0	100,0	

Notre échantillon est constitué de 49.6% Entreprises islamiques et 50.4% conventionnelles. Des équilibres importants dans la base de données.

Le montant total des crédits accordés par la banque s'élève à 9326807558 MRU Ce montant des crédits accordés se répartit comme suit: 4401456757 MRU sont des crédits conventionnels et 4925350801 MRU sont des crédits islamiques.

Concernant les dépôts, les clients de la banque ont placé au total 2731293342 MRU dont 2400509170 MRU de dépôts conventionnels et seulement 330784172 MRU de dépôts islamiques.

Concernant les impayés, le montant total s'élève à 2472213036 MRU qui se répartit de la manière suivante: 2429540596 MRU d'impayés conventionnels et seulement 42672440 MRU d'impayés islamiques.

Enfin, en ce qui concerne le chiffre d'affaires, la banque a réalisé un chiffre d'affaires qui s'élève à 46127102731 MRU. Ce chiffre d'affaires se répartit comme suit: 39616279397 MRU de Chiffre d'affaires conventionnel et 6510823334 MRU de chiffre d'affaires islamique.

3. Les résultats de la recherche:

Dans cette partie nous avons présenté et défini l'échantillon sur lequel va être réalisé l'étude empirique, nous avons ensuite exposé 5 hypothèses qui vont faire l'objet d'une vérification grâce à des études statistiques et enfin nous avons analysé et interprété les résultats fournis par l'ensemble de cette étude empirique.

Ainsi, l'échantillon sélectionné pour analyser la relation entre la défaillance d'une entreprise et son activité bancaire est constitué de 1055 entreprises qui sont toutes des clients d'une banque de la place. Ces entreprises ont été choisies de manière aléatoire et ont consenti à participer dans cette étude. La démonstration vise à faire des tests statistiques grâce à des lois usuelles afin de vérifier les 5 hypothèses.

À l'issue de ces tests, les résultats obtenus tendent à infirmer les hypothèses de notre recherche. Autrement dit, il n'y a pas d'incidences entre la défaillance des entreprises et les

variables explicatives associées (nature du compte, le niveau des dépôts, le chiffre d'affaires) à l'exception des hypothèses 2 et 3 liées respectivement au niveau de crédit et l'impayé.

3.1 Une entreprise qui a un compte islamique court un plus grand risque de défaillance qu'une entreprise ayant un compte conventionnel

Tout d'abord, nous appliquons le test de normalité pour voir si nous pouvons comparer les catégories d'entreprises par un test de Student.

Tableau3: tests de normalité1

	Kolmogorov-Smirnov ^b			Shapiro-Wilk		
	Statistique	Ddl	Signification	Statistique	ddl	Signification
Défaillance des						
Entreprises ?	,437	523	,000	,137	523	,000

- a. Crédit islamique ou conventionnel ? = islamique
- b. Correction de signification de Lilliefors

Tableau4: tests de normalité2

		Kolmogorov-Smirnov ^b			Shapiro-Wilk		
		Statistique	Ddl	Signification	Statistique	ddl	Signification
Défaillance	Des						
Entreprises ?		,500	532	,000	,040	532	,000

- a. Crédit islamique ou conventionnel ? = conventionnelle
- b. Correction de signification de Lilliefors

Les deux tableaux montrent que la distribution n'est pas normale donc cette hypothèse ne suit pas la loi normale, on ne peut pas appliquer le test de student donc on va utiliser le test de remplacement test non paramétrique (Mann-whitney) qui apparait dans le tableau ci-dessous:

Tableau5: Récapitulatif du test d'hypothèse

Récapitulatif du test d'hypothèse				
	Hypothèse nulle	Test	Sig.	Décision
1	La distribution de défaillance des entreprises est identique sur les catégories de crédit islamique ou conventionnel?	Test U de Mann-Whitney à échantillons associés	,523	Retenir l'hypothèse nulle.

Les significations asymptotiques sont affichées. Le niveau de signification est ,05.

L'hypothèse nulle, le tableau montre qu'il n'y a pas de différence entre les entreprises islamique et conventionnel. La distribution de défaillance des entreprises est identique sur les catégories de crédit islamique ou conventionnel.

On a appliqué le test on trouve que le sig est de 0.52 > a 5% donc l'hypothèse nulle à retenir.

Le test de Mann-whitney confirme l'égalité donc il infirme l'hypothèse de base

H1 à rejeter.

Le fait d'être une entreprise dans une agence islamique ou conventionnelle ne préserve pas contre le risque de défaillance.

3.2 Plus le crédit d'une entreprise augmente, plus son risque de défaillance augmente

Tableau6: coefficients pour le crédit

Modèle	Coefficients non standardizes		Coefficients standardisés	T	Sig.
	A	Erreur standard			
(Constante 1)	-1,609	,719		-2,238	,025
Crédit	,900	,015	,882	60,663	,000

a.Variable dépendante: deff1

Le modèle est très significatif sig (0.00) < a 5%

Défaillance = -1.609 +0.9 crédit

Avec P=0.00

Le résultat montre que si le crédit augmente la défaillance augmente.

Tableau7: Récapitulatif des modèles a

Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de L'estimation	Durbin-Watson
1	,882 ^a	,778	,777	23,24950	1,005

a. Valeurs prédites: (constantes), credit1

b. Variable dépendante: deff1

L'analyse de la variance montre que le test de Fisher est significatif < a 5%

Avec un coefficient de détermination (R-deux) = 0.78 ce qui signifie que 78% de la variabilité de défaillance est expliqué par le crédit.

Tableau8: Anova

Modèle	Somme des Carrés	Ddl	Moyenne des Carrés	D	Sig.
Régression	1989179,090	1	1989179,090	3679,991	,000 ^b
1 Résidu	569187,756	1053	540,539		
Total	2558366,847	1054			

a. Variable dépendante: deff1

b. Valeurs prédites: (constantes), credit1

Le modèle est significatif sig(Fisher) 0.00

$R^2 = 0.88$

Les résultats confirment l'hypothèse donc hypothèse à retenir.

3.3 L'impayé d'une entreprise en N-1 a un impact sur la défaillance en N

Tableau9: Coefficients pour l'impayé

Modèle	Coefficients non standardizes		Coefficients standardisés Bêta	T	Sig.
	A	Erreur standard			
(Constante 1)	-,290	,534		-,543	,587
Impaye1	1,135	,013	,936	86,520	,000

a.Variable dépendante: deff1

Le modèle est très significatif sig (0.00) < a 5%

Défaillance = -0,290+1.135impayé

Le résultat montre que si les impayés augmentent la défaillance augmente

Tableau10: Récapitulatif des modèles b

Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de L'estimation	Durbin-Watson
1	,936 ^a	,877	,877	17,30959	2,149

a. Valeurs prédites: (constantes), impaye1

b. Variable dépendante: deff1

L'analyse de la variance montre que le test de Fisher est significatif < a 5%

Avec un coefficient de détermination (R-deux) = 0.88 ce qui signifie que 88% de la variabilité de défaillance est expliqué par l'impayé.

R-deux se trouve que l'effet de l'impayé (0.88) sur la défaillance est plus important que l'effet de crédit (0.78).

Donc l'hypothèse à retenir.

3.4 les dépôts des entreprises en N-1 ont un impact sur la défaillance en N

Tableau11: coefficients pour le dépôt

Modèle	Coefficients standardizes non		Coefficients standardisés	T	Sig.
	A	Erreur standard			
(Constante 1)	2,417	1,533		1,577	,115
Depot1	-,019	,083	-,007	-,222	,824

a. Variable dépendante: deff1

Le tableau montre que le signe est bon mais le modèle n'est pas significatif sig (0.824) > à 5% les dépôts ne suffisent pas à expliquer la défaillance. Si le dépôt diminue le risque de défaillance augmente.

$$\text{Défaillance} = 2.417 - 0.19 \text{dépôt}$$

L'hypothèse à rejeter.

De prévention de la défaillance des entreprises les dépôts des entreprises n'expliquent pas une solidité financière. Dépôts trait élevé ne veut pas dire une situation solide.

3.5 le chiffre d'affaires d'une entreprise en N-1 a un impact sur la défaillance en N

?

Tableau12: Coefficients pour le chiffre d'affaire

Modèle	Coefficients standardizes		Non	Coefficients standardisés	T	Sig.
	A	Erreur standard				
(Constante)	2,422	1,535			1,578	,115
1 Chiffred'affair						
e1	-,001	,005		-,007	-,231	,817

a. Variable dépendante: deff1

Le tableau montre que le signe est bon mais le modèle n'est pas significatif sig (0.817) > à 5% le chiffre d'affaires ne suffise pas à expliquer la défaillance. Si l'impayé diminue le risque de défaillance augmente.

Défaillance= 2.422-0.001chiffre d'affaire

Tableau 13: Récapitulatif des modèles c

Modèle	R	R-deux	R -deux ajusté	Erreur standard de l'estimation	Durbin Watson
1	,007 ^a	,000	-,001	49,28971	,870

a. Valeurs prédites: (constantes), Chiffredaffaire1

b. Variable dépendante: deff1

R-deux ce trouve que l'effet de chiffre d'affaire (0.00) sur la défaillance est nul.

Donc l'hypothèse à rejeter.

Nous avons des entreprises en N-1 avec des chiffres d'affaires très bas mais en N ne tombent pas en faillite.

Conclusion:

A travers notre travail, nous avons présenté les différents concepts théoriques liés à la banque et aux entreprises en difficultés (diagnostic et redressement), en adoptant une méthodologie classique afin de répondre à notre problématique.

Ces concepts nous ont permis de conclure que, la difficulté d'une entreprise est la résultante de l'influence de différents facteurs internes ou externes à cette dernière, qui ne sont pas pris en compte au bon moment, ce qui cause le déclenchement et le développement du processus de sa dégradation, d'où sa disparition.

La banque joue un rôle primordial dans le financement de l'économie et un rôle capital dans le redressement des entreprises en difficulté. En effet, l'objet de notre recherche est de déterminer la décision de la banque entre soutien et mise en faillite de l'entreprise en difficulté.

Le banquier examine les documents constitutifs du dossier de crédit, diagnostique les problèmes financiers de l'entreprise, préconise des remèdes de financement, suit l'évolution de sa santé financière, tout en appréciant et en maîtrisant les risques qui peuvent survenir à tout moment et remettre en cause le remboursement du crédit accordé.

Une fois les difficultés affichées, l'entreprise se voit recourir au diagnostic et au redressement pour trouver les solutions adéquates, le recours au traitement judiciaire reste la dernière alternative en cas d'échec de mesures entamés avec ses propres moyens. Cependant, certaines mesures préconisées par l'analyse pourront s'avérer douloureuses et ne recueillent pas l'unanimité quant à leur exécution. Des contestations pourront venir des partenaires de l'entreprise et mettant ainsi en échec le projet de redressement. L'adhésion de toutes les parties est une exigence à toute démarche de redressement.

Nous concluons en disant que le banquier, dans le cadre de son obligation de conseil, devra orienter le client vers le type de crédits répondant au mieux les besoins constatés. Afin de cerner ces besoins, le banquier devra connaître au mieux son client et lui dresser un diagnostic économique et financier. Le travail réalisé le renseignera, en outre, sur la possibilité ou non de faire bénéficier l'entreprise d'une aide financière.

Reference

- Altan P., Reprendre une entreprise en difficulté, Les éditions d'organisation 2000. P: 40
- AURIAC.J et al, Économie d'entreprise, paris, 2002 P: 53
- BEN HALIMA, Ammour. Pratique des Techniques Bancaires avec référence à l'Algérie, Ed. Dahleb. 1999 P: 45
- BOUBAKIR Chahinez, La banque et l'entreprise privée en difficulté, ESB, Alger 2011. P72
- BOUYACOUB Farouk, l'Entreprise et le Financement Bancaire, Casbah édition, Alger, 2000, P: 235.
- CRUCIFIX F, DERNI A, « symptômes de défaillance et stratégie de redressement de l'entreprise », édition maxima, paris, 2003 P: 16.
- GRESSE.K, « Les entreprise en difficulté », Edition ECONOMICA, Paris, 2005 P: 48- 50.
- J.M.Auriac et al, Économie d'entreprise, 2002, P:55.
- KOEHL Jacky, les choix d'investissement ». Edition Dunod, Paris, 1996. .P21.
- MATHIEU M., L'exploitant bancaire et le risque crédit, Ed. BANQUE EDITEUR, Paris, 1995 P.135
- PHILLIP P. & PIERRE S., L'entreprise en difficulté, Collection Delmas, 3^{ème} édition, Dalloz 2002. P: 25
- PHILIPPE Monnier, « les technique bancaires », Ed. DUNOD, paris, 2008. P.215
- QACI Malha Mémoire « l'octroi de crédits aux entreprise », ESB, Alger, 2003, P.09.
- ROUYER G, et CHOINEL « les banques » édition d'organisation. Paris, 1999. P: 15
- SIMON J.C « les banques » édition la découverte. Paris ,1998 P: 20
- VERNIMEN. P, « entreprises en difficultés» 5^{ème} édition, Dalloz, Paris, 2002. P: 32.